

Recherches sociographiques



Pierre HAMEL, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*

Serge Belley

Volume 32, numéro 2, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056623ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056623ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Belley, S. (1991). Compte rendu de [Pierre HAMEL, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*]. *Recherches sociographiques*, 32(2), 284–285. <https://doi.org/10.7202/056623ar>

compter sur d'excellentes analyses des problèmes auxquels ils ont à faire face, et c'est tant mieux, car ceux-ci prendront sans doute de l'ampleur dans les années à venir.

Paul VILLENEUVE

*Département de géographie,
Université Laval.*

Pierre HAMEL, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1991, 240 p.

On s'étonnera d'abord de voir paraître un ouvrage sur les mouvements urbains montréalais dans une conjoncture économique et sociopolitique où ils semblent avoir perdu beaucoup de leur visibilité et de leur actualité. N'est-il pas tentant d'affirmer, en effet, que ces groupes sociaux, tant à Montréal que dans la plupart des grandes villes américaines et européennes, appartiennent aux décennies 1960 et 1970, période au cours de laquelle on a assisté successivement à leur développement, à leur apogée, puis à leur déclin? À cela, Pierre Hamel répond que, en dépit du fait qu'ils ont connu des transformations importantes sur les plans organisationnel, idéologique et sociopolitique, ils demeurent, à l'aube des années 1990, des acteurs à part entière aussi bien dans la société civile que sur la scène politique. Aussi, à l'encontre de la thèse qui clame leur baisse, voire leur disparition, l'auteur soutient qu'ils se sont plutôt multipliés au cours des années 1980 en empruntant cependant des formes plus éclatées et plus diversifiées. Un changement qui s'inscrit tout de même dans une certaine continuité, bien qu'il contraste fortement avec les nombreuses mobilisations de masse et luttes urbaines qui ont marqué les décennies 1960 et 1970.

L'hypothèse générale du livre est que les mouvements urbains «ont participé activement, au cours des trente dernières années, à la transformation des rapports entre l'État et la société civile, dont l'enjeu était en bonne partie [...] l'élargissement des formes et des modes d'expression de la démocratie locale». (P. 28.) Pour vérifier cette hypothèse, l'auteur opte pour une perspective théorique et méthodologique (chap. 3) qui, tout en accordant une place importante au poids des facteurs externes (dont la crise de l'État-providence, pertinemment analysée au chapitre 2) et internes (problèmes organisationnels, idéologiques et financiers), reconnaît une certaine marge d'autonomie aux acteurs de ces groupes. Cette marge, liée à l'intentionnalité des acteurs, leur permet «de contribuer à la modernisation du système politique et au renouvellement de la démocratie». (P. 86.)

Dans le bilan de la période 1960-1990 (chap. 4), on regrettera que l'auteur n'ait pas fourni des données plus précises et à jour sur le nombre, les effectifs et les activités des associations populaires et communautaires. Des informations plus fouillées et présentées sous forme de tableaux comparatifs et chronologiques auraient permis au lecteur de se faire une idée plus juste de l'évolution et de la situation actuelle de ces organisations. En outre, elles auraient permis à l'auteur d'étayer certaines de ses conclusions, notamment lorsqu'il affirme que «les mouvements urbains montréalais des années 1980 se démarquent de ceux des années 1960» (p. 105) ou encore que «au cours des années 1980 les mouvements urbains se sont

diversifiés davantage et ce, tant sur le plan idéologique que sur le plan organisationnel» (p. 116).

Plus important cependant est le rapport établi, mais de façon ambiguë (chap. 4), entre la montée des nouvelles classes moyennes sur la scène politique municipale et l'action collective des acteurs des mouvements sociaux urbains. Si les groupes (de femmes, de propriétaires et de payeurs de taxes, de protecteurs du patrimoine et de l'environnement, etc.) qui défendent les valeurs et les intérêts des nouvelles classes ne font pas partie, à proprement parler, de ces mouvements (p. 25 et 123), il n'en reste pas moins qu'ils participent activement, eux aussi, et dans certains cas avec plus de succès que les « anciens » groupes, au modelage de la politique municipale d'aménagement et de développement. Aussi, la coexistence de ces deux types d'associations qui définissent, de notre point de vue, deux grandes tendances au sein des mouvements urbains actuels, aurait-elle mérité une plus grande attention, d'autant plus qu'elle paraît conflictuelle, notamment en regard des actions menées par les nouvelles corporations de développement économique et communautaire (C.D.E.C.) analysées au chapitre 6.

De la lecture des chapitres 5, 6 et 7, qui constituent la contribution la plus originale du livre, on retiendra, en ce qui concerne l'enjeu du financement, la grande dépendance des groupes communautaires aussi bien envers l'État qu'envers le secteur privé, et conséquemment le danger que représente, pour leur autonomie, l'obligation de se conformer aux normes et aux conditions qui régissent l'obtention d'aide financière. Cette forme d'institutionnalisation partielle des mouvements urbains guette particulièrement les C.D.E.C. qui sont apparues au milieu des années 1980 et dont le rôle principal est de contribuer à la relance dans les quartiers les plus durement touchés par les restructurations économiques en cours. Une menace d'autant plus réelle que les nouvelles corporations font largement écho au discours gouvernemental (central et local) qui insiste sur la nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat local, le partenariat public et privé, la concertation, le relèvement de l'« employabilité » et le soutien aux entreprises.

Par ailleurs, la syndicalisation à l'intérieur des groupes (chap. 7), des garderies surtout, en plus de montrer qu'ils ne sont pas à l'abri des conflits internes de pouvoir, entraîne plus fondamentalement le renforcement de l'autorité des permanents sur les usagers et les citoyens. Avec, plus généralement, l'affirmation de l'individualisme, elle figure parmi les facteurs responsables du pragmatisme actuel des mouvements urbains.

En somme, on regrettera surtout, dans ce livre, la trop grande parcimonie dont l'auteur a fait preuve à l'égard des données empiriques, spécialement en ce qui concerne la connaissance des mouvements urbains au cours des années 1980. On appréciera cependant son effort soutenu et stimulant d'interprétation d'un phénomène qui, pour être moins visible dans les médias, n'en demeure pas moins toujours concret et bien vivant.

Serge BELLEY

*Département de science politique,
Université Laval.*
